

COMMENT LE PIB A PRIS LE POUVOIR

[Dominique Méda](#)

C.E.R.A.S | « [Revue Projet](#) »

2012/6 n° 331 | pages 14 à 21

ISSN 0033-0884

DOI 10.3917/pro.331.0014

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-projet-2012-6-page-14.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour C.E.R.A.S.

© C.E.R.A.S. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Comment le Pib a pris le pouvoir

Dominique Méda est sociologue, philosophe, professeure à l'Université Paris-Dauphine. Elle est notamment l'auteure de « *Au-delà du Pib. Pour une autre mesure de la richesse ?* », Flammarion, 2008.

Il sert de baromètre pour la croissance, l'emploi, l'endettement acceptable. Pourtant, le Pib n'a pas cent ans ! Et il repose sur une vision particulière de la richesse d'une société : celle des économistes. Laissant de côté la cohésion sociale, le patrimoine naturel, les services publics ou la production domestique. Retour sur l'histoire d'un dogme qui s'est imposé sans aucun débat démocratique.

Le produit intérieur brut (Pib) reste l'une des grandeurs économiques les plus utilisées dans le discours quotidien : pas un jour sans que les médias ne se réjouissent ou, au contraire (c'est plus fréquent aujourd'hui), ne se désespèrent du taux de croissance du Pib, censé résumer l'état du pays et la performance de la société. La croissance de cet indice apparaît comme une représentation neutre de la richesse de la société et la condition *sine qua non* du progrès, de la prospérité et de l'emploi. Et si l'on excepte ce jour de 2009 où la commission Stiglitz a rendu son « Rapport sur la mesure des performances économiques et du progrès social » (nous y reviendrons), rien n'est fait pour rappeler le caractère largement conventionnel de cette grandeur, ni les véritables postulats sur lesquels s'est ancré son développement.

Cet article s'inscrit dans la voie ouverte par des sociologues, des philosophes ou des économistes, comme Max Weber, Élie Halévy, et plus récemment François Fourquet, Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, Ève Chiapello ou Jacques Richard. Ils ont souligné le caractère radicalement historique et conventionnel des catégories économiques et comptables, mais aussi le fait que leurs principaux traits s'expliquent largement par l'état des rapports de force à une époque donnée, manifestant la prédominance de certains intérêts sur d'autres. Plus généralement, nous considérons comme toujours ouverte – et à résoudre – la question de savoir pourquoi les représentants d'une discipline particulière, l'économie, ont pu considérer qu'ils étaient légitimes pour définir ce qu'est la richesse d'une société et contribuer à mettre en place l'appareillage permettant d'inscrire ces définitions dans les faits.

Nous reviendrons dans un premier temps sur l'invention de la comptabilité nationale – « les comptes de la nation ». Ce dispositif d'enregistrement est censé représenter le fonctionnement du circuit économique et mettre ainsi en évidence « ce qui compte ». Mais sur quel fondement, sur quelles représentations les décisions qui s'y rapportent ont-elles été prises ? Ensuite, nous reviendrons sur les insuffisances du Pib, en posant la question : les conditions sont-elles aujourd'hui réunies pour proposer d'autres indicateurs de richesse ?

DERRIÈRE LE PIB, UNE NOTION FLOUE

La comptabilité nationale est le dispositif qui permet l'enregistrement de toutes les opérations qui aboutissent à la détermination des agrégats essentiels, notamment le Pib. Elle a été « inventée » entre les années 1930 et 1960 par un groupe de quelques personnes, Américains, Anglais, Français, entre lesquels les idées ont beaucoup circulé¹. Ces économistes, pour la plupart, ont dessiné les grandes lignes du système, standardisé et modifié depuis. Avec sa mise en œuvre, les principales décisions sur la manière de représenter la richesse de la société étaient arrêtées.

Au cœur de ce système se trouve la notion de production : c'est elle que la comptabilité nationale s'efforce de calculer. Pourtant, elle ne

1. Cf. François Fourquet, *Les comptes de la puissance. Histoire de la comptabilité nationale et du plan*, Encres, 1980 ; André Vanoli, *Une histoire de la comptabilité nationale*, La Découverte, « Repères », 2002.

fait l'objet d'aucune définition. « On appelle production la création d'un bien nouveau ou d'un service ou d'une marge (...) La comptabilité nationale française recense les biens et services qui s'échangent effectivement sur le marché. Il faut en outre que cette opération ait été effectuée par les entreprises ou les ménages.² » « La production désigne le résultat de l'activité économique des unités résidentes qui consiste à produire des biens et services au cours d'une période donnée.³ »

La production, comme le revenu (sa contrepartie), constitue pour les comptabilités nationales le centre névralgique. Il s'agit de rien moins que de mesurer de combien un pays s'est enrichi ou appauvri d'une année sur l'autre, ce qui a été, d'une certaine manière, son « surplus » et de comprendre selon quels mécanismes cela s'est produit. D'où l'importance de décrire de la manière la plus précise possible l'enchaînement des opérations.

Pourquoi les économistes se considèrent-ils légitimes pour définir ce qu'est la richesse d'une société ?

Ce fut l'objet d'intenses échanges entre les économistes engagés dans cette construction : comment classer les différentes opérations, intégrer ou exclure certaines d'entre elles, les ranger dans telle boîte plutôt que dans telle autre ?

Parmi ces pionniers, plusieurs étaient très conscients du caractère extrêmement conventionnel de ces classements. Simon Kuznets, que l'histoire a retenu comme « l'inventeur » de la comptabilité nationale, a ainsi parsemé deux de ses écrits⁴ de formules soulignant les choix pratiques et théoriques dont la catégorisation proposée est la résultante. Il écrit : « Pour ceux qui ne sont pas familiers de ce genre de travail, il est difficile de mesurer à quel point l'estimation du revenu national a été et reste affectée de jugements de valeur implicites et explicites.⁵ » Il insiste longuement – et beaucoup plus que les économistes français – sur le caractère simplificateur, lourd de conséquences, de l'exclusion du revenu national de deux ensembles : les biens et activités non économiques et les activités non

2. « Méthodes de la comptabilité nationale, cadres et définitions de la base 1959 », *Études et conjoncture*, n° 3, Insee, mars 1966.

3. Eurostat, « Système européen de comptes économiques intégrés », SEC, 1979 [2^e édition], paragraphe 304.

4. Simon Kuznets, « National Income, 1929-1932 », National Bureau of Economic Research (NBER), 1934 ; « National Income and its composition, 1919-1938 », NBER, 1941.

5. Cf. S. Kuznets, 1941, *op. cit.*, p. 5.

productives. Il souligne notamment combien l'exclusion des activités réalisées au sein de la famille limite la validité des mesures finales, consacrant son article de 1941 à tenter d'en expliciter les raisons. Pour appuyer son raisonnement et « nos décisions » ou celles des « experts en revenu national » (« *national income investigators* »), Kuznets sollicite à plusieurs reprises le « corps social » (*social body*, ou parfois « *the general agreement* »), sorte de représentant du sens commun qui permet de faire comme si la décision proposée était issue d'une réflexion non pas personnelle, mais profondément ancrée dans le sentiment populaire. Mieux, pour régler la très épineuse question de savoir si un bien qui apporte des satisfactions à certains et pas à d'autres doit faire partie du revenu national, Kuznets propose d'adopter un point de vue supérieur. Il considère « la société comme un tout » pour décider si un bien apporte plutôt des satisfactions, des désagréments ou est neutre, de manière à n'enregistrer que les biens apportant majoritairement des satisfactions !

LE COUP DE FORCE DES ÉCONOMISTES

Enfin, l'ensemble des choix effectués entre les années 1930 et 1960, quand se mettent en place les systèmes de comptabilité nationale, ne feront l'objet d'aucun débat public. Ils resteront étroitement confinés aux spécialistes, simplement validés (ou non) en fin de course par le pouvoir politique. Or, c'est peu de dire que ces choix sont le résultat de conventions. Ils sont bien le fruit de postulats et de jugements – voire de préjugés – extrêmement forts, de véritables « coups de force » de la part des économistes, qui sont porteurs de représentations particulières, même s'ils peuvent exprimer un certain « air du temps » ou la vision du monde d'une partie de la société. Ils omettent de soumettre cette vision au débat public, alors même qu'elle n'est en aucune manière comparable – contrairement à ce que l'appareillage technique pourrait faire penser – aux résultats issus des sciences de la nature. Les économistes imposent, à travers leurs catégories, leur vision de ce qui compte.

Les raisons des choix opérés par les inventeurs de la comptabilité nationale française ont bien été explicitées par Fourquet. Celui-ci voit dans l'accent mis sur « ce qui est productif » (et la curieuse indifférence vis-à-vis des actions des administrations, que les experts se refusent à intégrer dans la production) l'expression de la volonté de

rompre avec les démons malthusiens et de renouer avec la puissance française : « Est productif ce qui crée la richesse et la puissance d'une nation en guerre.⁶ ». Cette focalisation provient de la découverte, essentielle, à partir du XVIII^e siècle, de la « puissance productive du travail⁷ » et des moyens techniques d'en découpler les pouvoirs : on peut accroître d'une manière jusque-là radicalement inconnue le nombre de produits et mettre ainsi un terme à la pénurie. Plus généralement, l'intérêt exclusif accordé par les économistes à la production résulte de la croyance que la solidité du lien social prend son origine dans l'interdépendance à laquelle la poursuite de la production oblige les individus. C'est enfin le moment où l'invention du « travail libre » et de la comptabilité rationnelle permettent le développement du capitalisme : un processus caractérisé par l'obsession du calcul et de la maximisation du solde, du surplus ou du profit. Nul mieux que Weber ne l'a décrit : « Ce qui compte, c'est qu'une estimation du capital soit faite en argent; peu importe que ce soit par les méthodes de la comptabilité moderne (...). Tout se fait par bilans. Au début de

*Les experts se refusent
à intégrer dans la
production les actions des
administrations.*

l'entreprise : bilan initial; avant chaque affaire : estimation du profit probable; à la fin : bilan définitif visant à établir le montant du profit.⁸ »

Dès lors, on peut interpréter le processus d'identification (et donc de réduction) de la richesse de la société à la

seule production comme le résultat d'une suite de « coups de force », menés principalement depuis le XVIII^e par les économistes. Malthus, s'interrogeant dans ses *Principes d'économie politique*, sur ce qu'est la richesse, hésitait entre deux définitions considérées comme également inadaptées. Il finit par imposer sa définition pour sauver l'économie : « Si donc, avec M. Say, nous voulons faire de l'économie politique une science positive fondée sur l'expérience et susceptible de donner des résultats précis, il faut prendre le plus grand soin d'embrasser seulement, dans la définition du terme principal dont elle se sert, les objets dont l'accroissement ou la diminution peuvent être susceptibles d'évaluation; et la ligne qu'il est le plus naturel et le

6. F. Fourquet, *op. cit.*, p. 151.

7. Idée notamment développée par l'économiste écossais Adam Smith (1723-1790).

8. Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, 1964.

plus utile de tracer nettement est celle qui sépare les objets matériels des objets immatériels.⁹ » Kuznets et ses contemporains travailleront de la même manière, comme aujourd'hui les économistes de la Banque mondiale proposant en 2006 une nouvelle théorie de la richesse inclusive¹⁰. Dans tous ces cas, ils dictent leurs définitions, comme si leur discipline relevait d'une science pure, travaillant en chambre alors qu'il s'agit, ni plus ni moins, de décider ce qui compte pour l'ensemble des membres d'une société...

SOUS LE FEU DES CRITIQUES

Les années 1970 ont été le théâtre de remises en cause du Pib nombreuses et variées, théoriques et pratiques. Ainsi les travaux de Bertrand de Jouvenel, James Tobin et William Nordhaus¹¹ et de l'Economic Council of Japan¹² avaient déjà, dans le sillage ouvert par Kuznets lui-même – qui n'hésitait pas à reconnaître que le Pib n'était en rien un indicateur de bien-être –, recensé les principales limites du Pib. Ils furent repris en France à la fin des années 1990¹³, avec un certain retard par rapport aux États-Unis ou au Canada.

Rappelons les principales remises en cause : le Pib compte pour zéro toute une série d'activités essentielles, non seulement parce qu'elles constituent une source de bien-être, mais plus généralement la trame même de la vie ordinaire. Elles occupent plus de temps que les activités reconnues comme faisant partie intégrante de la production. Ces activités, que Françoise Héritier a récemment qualifiées de « sel de la vie », vont de ce que les comptables nationaux appellent la « production non marchande des ménages » aux activités non productives : parler, aimer, se promener, contempler, transmettre, être avec les autres, échanger des regards, des paroles, des savoirs... Par ailleurs, le Pib n'est pas affecté par les inégalités dans la production ou la consommation : la production peut être fabriquée par une popu-

9. Thomas Malthus, *Principes d'économie politique considérés sous le rapport de leur application pratique*, Calmann-Lévy, 1969, p. 5.

10. *Où est la richesse des nations ? Mesurer le capital pour le XXI^e siècle*, Banque mondiale, 2006.

11. B. de Jouvenel, Arcadie. *Essais sur le mieux-vivre*, Sedeis, 1968 ; W. Nordhaus et J. Tobin, « Is Growth Obsolete ? » in *The Measurement of Economic and Social Performance, Studies in Income and Wealth*, NBRE, vol. 38. 1973.

12. Economic Council of Japan, « Measuring Net National Welfare of Japan », série d'articles publiée en 1973 à Tokyo.

13. D. Méda, *Au-delà du Pib. Pour une autre mesure de la richesse ?*, Flammarion, 2008, édition revue de *Qu'est-ce que la richesse ?*, Flammarion 2001 [1998].

lation active comptant plus ou moins de chômeurs et la consommation être ou non le fait d'une minorité. Enfin, il compte positivement l'ensemble des opérations d'échange réalisées sur le marché, quelle que soit leur utilité sociale : aucun bilan n'enregistre les pertes de capital (notamment social), de patrimoine ou de richesse intervenant à l'occasion de la production. Des productions qui détruisent des ressources naturelles non renouvelables ou dégradent la qualité de l'air ou de l'eau seront considérées comme un enrichissement, cependant que les dégradations du patrimoine naturel n'apparaîtront nulle part, passant, en quelque sorte, par pertes et profits. La comptabilité nationale opère une découpe sur l'ensemble de la réalité sociale, et plus précisément de ce qui peut être considéré ou non comme la richesse d'une société. Ce faisant, elle réduit celle-ci à la production

Des productions qui détruisent des ressources naturelles non renouvelables sont considérées comme un enrichissement.

de biens et de services : la valeur monétaire du surplus dégagé, chaque année, au terme du processus de création ou de transformation des biens et services échangés sur un marché ou produits dans la seule sphère monétaire.

Une telle conception laisse dans l'ombre toute une partie de ce qui constitue la richesse d'une société. En termes patrimoniaux : conservation ou amélioration du patrimoine naturel ou du patrimoine de santé sociale. En termes qualitatifs : évolution de la densité du lien social, de la qualité de l'emploi, de la santé, du degré de civilité, du degré d'éducation... En termes distributifs : répartition des revenus, des droits, des protections, de l'emploi, des libertés civiles, des accès, etc. Cette conception éminemment restrictive se caractérise par une focalisation extrême sur certains biens : les biens « économiques », s'ils sont susceptibles de faire l'objet d'un échange et d'une appropriation individuelle (à l'exclusion, donc, des biens communs ou collectifs), et censés apporter des satisfactions.

On ne s'étonne pas que la Seconde Guerre mondiale – à la suite de la Grande Dépression, puis de pénurie et de besoins matériels immenses – ait fait une large place, dans le sillage des deux siècles précédents, à une telle représentation de la richesse. On parie sur le fait que l'amélioration des patrimoines naturel et social se déduira automatiquement de l'accumulation de biens. Avec l'émergence puis la consécration des comptabilités nationales, on a donc assisté à la

fusion des représentations de la richesse des économistes (Smith, Say, Walras et Marx, mais aussi néo-classiques et keynésiens) et sans doute des besoins du sens commun. Il n'est pas douteux, cependant¹⁴, que la focalisation sur une opération permettant d'obtenir un surplus, sans prise en considération de la santé sociale et du patrimoine, soit aussi le résultat d'un rapport de force déséquilibré en faveur des possesseurs de capital.

VERS DE NOUVEAUX INDICATEURS ?

Les conditions sont-elles aujourd'hui réunies pour qu'émerge une nouvelle représentation de la richesse¹⁵, qui ferait une plus large place aux évolutions des patrimoines, des qualités et des distributions ? Qui permette d'évaluer les performances de la société à l'aide d'autres critères que la seule croissance de la production ? Le temps est-il venu de mettre en place une comptabilité (nationale et d'entreprise) qui, au lieu de se focaliser sur les seuls accroissements de la valeur ajoutée à l'occasion de la transformation et de l'échange, s'intéresserait aux grandeurs qui comptent pour la société, envisagée comme un collectif ayant un bien propre (au premier chef duquel sa cohésion et l'entretien de son patrimoine naturel) ? Ou qui accorderait la même importance aux différentes sortes de patrimoines, excluant, au minimum, qu'une opération se soldant par la dégradation de la santé sociale ou du patrimoine naturel puisse être considérée comme un enrichissement ? (...)

Encore faudrait-il vaincre les différents lobbies exclusivement intéressés par la production de surplus à très court terme et à n'importe quelles conditions, et surmonter les résistances à la mise en veilleuse de l'idéologie croissantiste – la croyance que la croissance du Pib est la condition *sine qua non* du progrès et de l'emploi. Voilà le défi d'aujourd'hui.

14. Comme le suggère Jacques Richard, dans *Comptabilité et développement durable*, Economica, 2012.

15. Lire dans ce dossier les articles de Jean Gadrey et de Florence Jany-Catrice.